L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1 F Boite Postale 134, Paris-20e
C.C.P. Humanité Rouge :
N° 3022672 - LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

3e ANNEE
JEUDI 29 AVRIL 1971 N° 102

CONTRE LE CAPITAL ET SES VALETS

VIVE LE 1ER MAI PROLÉTARIEN !

Voici plus de trente ans le fasciste Pétain, suivant l'exemple de son maître Hitler, prétendait faire du 1er Mai une journée nationale de la collaboration de classe, une fête de l'association capital-travail, un grand jour commun aux exploités et aux parasites qui s'engraissent de leur sueur et de leur sang.

Par là, les fascistes, ces représentants achevés de la haine et de la terreur de la bourgeoisie pour la classe ouvrière, espéraient dénaturer le contenu prolétarien et révolutionnaire du 1er Mai.

De telles entreprises se soldèrent toujours par un lamentable fiasco. Jamais les exploiteurs ne réussirent à faire oublier aux prolétaires du monde que le 1er Mai c'est d'abord le jour où la classe ouvrière, la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, passe en revue ses forces.

En ce 1er Mai 1971, il en sera de même ! En Chine et en Albanie, au Vietnam et en Corée, où la classe ouvrière exerce sa dictature sur les anciens exploiteurs et sur leur idéologie pourrie, comme partout en Asie, en Afrique, en Océanie, en Amérique latine, en Europe et en Amérique du Nord.

En France, nul doute que l'Etat des monopoles tentera d'intimider la classe ouvrière en déployant massivement ses forces policières. Car la ligne des Pompidou, des Chaban, des Marcellin et autres grands adeptes de la « participation » des exploités à leur exploitation, c'est avant tout le reflet de l'affolement de la bourgeoisie face à la montée de l'esprit révolutionnaire du prolétariat et des masses populaires.

Quoiqu'il en soit, rien ne saura jamais empêcher les ouvriers les plus conscients de se regrouper autour de leur avant-garde marxiste-léniniste, leur état-major de combat éduqué par la pensée-maotsétoung. Car ainsi ils manifesteront leur détermination inébranlable de se battre classe contre classe pour imposer au capital les justes revendications immédiates de la classe ouvrière :

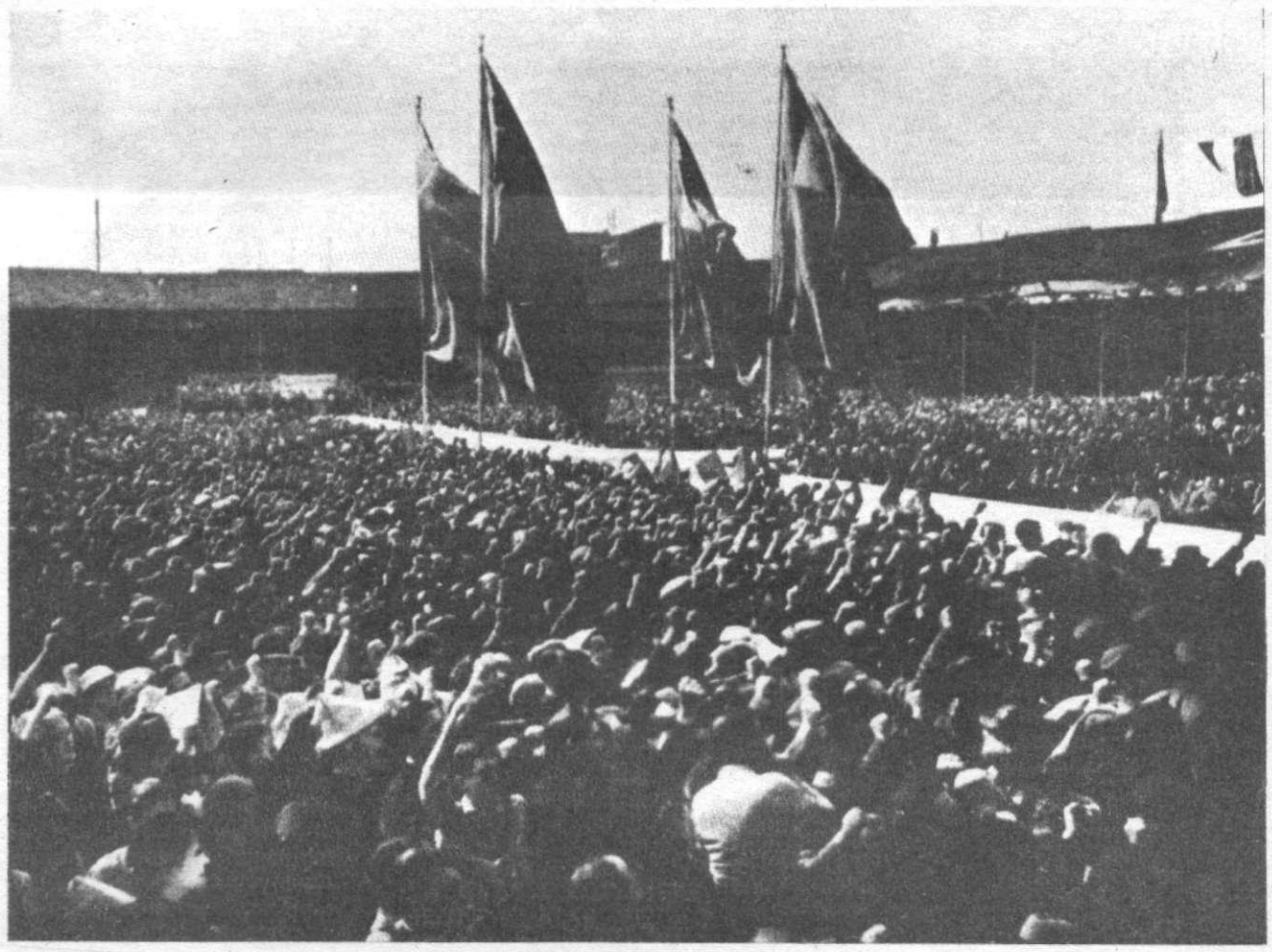
— PAS DE SALAIRE INFERIEUR A 1 000 F !

— 40 H TOUT DE SUITE SANS DIMINUTION DE SALAIRE !

— LA RETRAITE A 60 ANS !

— A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL !

Ils manifesteront aussi et surtout leur détermination inébranlable de lutter jusqu'au bout pour vaincre définitivement la poignée d'exploiteurs qui oppriment notre peuple, en anéantissant leur Etat fascisant et en le remplaçant par un Etat de dictature du prolétariat, au service du peuple.



Le 1er Mai, la classe ouvrière passe en revue ses forces. Notre photo : un 1er Mai avant-guerre.

C'est pourquoi pour tous les éléments avancés du prolétariat, cette journée de combat sera l'occasion de rompre effectivement avec les traîtres révisionnistes qui sabotent chaque jour la lutte de classe du prolétariat : les ouvriers conscients ne participeront pas au défilé bêlant du Parti soi-disant communiste de la clique Marchais, car ils ne cautionneront jamais ses mots d'ordre d'aménagement du capitalisme.

A BAS LE CAPITAL !
A BAS LA FASCISATION !
A BAS LE REVISIONNISME !
VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !
VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !
VIVE LE 1er MAI DE LUTTE DE CLASSE !

MEETING DE CELEBRATION INTERNATIONALE DU CENTENAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

A PARIS - Salle Lancry (Métro J.-Bonsergent) **30 AVRIL, 20 h. 30**

A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

QUE L'HUMANITÉ ROUGE SERVE LE PROLÉTARIAT ! (10)

Intensifions la diffusion !

Renforçons la souscription !

Dans notre lutte quotidienne pour l'application en France du marxisme-léninisme, de la pensée-maotsétoung, aucun relachement de l'effort entrepris en réponse à l'appel de l'Humanité Rouge, numéro spécial de la Commune de Paris ne saurait se manifester. Et pourtant la souscription de cette semaine a baissé sensiblement, il suffit de faire une simple comparaison avec la précédente qui rappelons-le, était sur deux semaines.

L'Humanité Rouge ne vit d'aucune publicité, contrairement à tous les journaux bourgeois, mais simplement de l'argent de la classe ouvrière. Prenons le magazine du P.« C. »F. « H.D. », cette revue luxueuse qui dans sa nouvelle formule est comparable à Paris-Match, et reçoit à peu de chose près la même publicité. Il suffit de feuilleter : Schell, R.T.L., Kronenbourg, Caisse d'Epargne et de Prévoyance, Contrexéville, etc... et bien sûr leur « ami » Ricard.

Les monopoles capitalistes savent récompenser leurs valets, en les subventionnant par la publicité pour diffuser le poison du révisionnisme moderne.

Pour faire triompher l'idéologie prolétarienne en France, les diffuseurs de l'Humanité Rouge doivent aller encore plus hardiment vers les travailleurs avec des listes de souscription, convaincre tous les sympathisants de leur rôle important dans notre combat politique et idéologique.

Expliquer sans cesse, que l'Humanité Rouge ne peut vivre qu'avec l'argent des travailleurs qui sont déjà durement exploités, opprimés par les vampires capitalistes. L'Humanité Rouge, c'est le journal de la Classe Ouvrière, c'est leur journal.

Pour arracher la Classe Ouvrière au révisionnisme moderne il faut faire connaître encore plus largement aux travailleurs, la ligne politique et idéologique de l'Humanité Rouge. Le Président Mao Tsé-toung nous enseigne : **« L'expérience historique mérite attention. Ligne et point de vue doivent être expliqués constamment et de façon répétée. Si on en parle à une minorité seulement, cela n'ira pas ; il faut les faire connaître aux larges masses révolutionnaires. »**

Nous nous adressons également à tous nos lecteurs individuels, qui peuvent autour d'eux, faire beaucoup pour le développement et le rayonnement de l'idéologie prolétarienne.

Gagner un nouveau lecteur, verser et faire verser à notre souscription, écrire à notre journal un fait de lutte ou d'exploitation capitaliste, paraît peu de chose mais cela représente beaucoup pour notre presse.

Rien ne doit être négligé. Les idées ne tombent pas du ciel.

Face à la presse bourgeoise, décuplons nos forces en intensifiant la diffusion et la souscription permanente.

« Prendre sa résolution, ne reculer devant aucun sacrifice, surmonter toutes les difficultés pour remporter la victoire. »
Mao Tsé-toung.

Que l'Humanité Rouge serve le prolétariat.

L'Humanité Rouge VAINCRA !

Soutien d'un travailleur breton

Chers Camarades,

Je suis un travailleur breton et je militais dans une organisation « socialo - démocrato - révisionniste » : l'UDB (Union Démocratique Bretonne). J'en ai été exclu, avec 42 de mes camarades, de Paris-Nord, Rennes et de Nantes, pour : « propos démobilisateurs, propos anti-Parti, pratique gauchiste et aventuriste et spontanéisme caractérisé. » Ceci s'est passé l'année dernière et tout le monde sait maintenant que l'UDB en Bretagne suit inconditionnellement la ligne des traitres révisionnistes du P« C »F, au détriment de la lutte des travailleurs bretons « classe contre classe ».

Je suis abonné à votre journal grâce au contact que je maintiens toujours avec un camarade exclu de l'UDB, faisant partie de votre groupe. Je ne le connaissais pas et j'avoue franchement que je ne regrette pas du tout mon abonnement. Je trouve votre ligne de conduite authentiquement marxiste - léniniste, votre manière de défendre la classe ouvrière et votre lutte contre le racisme, le fascisme et la xénophobie excellente dans le véritable esprit de l'internationalisme prolétarien.

Je trouve ces problèmes cruciaux et ils ne me laissent pas indifférent, c'est pourquoi je veux m'adresser à vous pour parler des problèmes qui me concernent. Je connais vos difficultés vis-à-vis de l'Etat bourgeois c'est pourquoi, avec ma lettre, je vous joins un chèque de 30 francs. Je voudrais vous parler d'un problème étroitement lié à celui du racisme et de la xénophobie dans les taules de Paris et de l'« hexagone » : le « racisme » anti-breton.
Je crois que mon abonnement tombe à pic et je vous envole un article (voir article).

Un travailleur breton
Marxiste-Léniniste

Lettre d'un travailleur africain

LE RACISME, ARME DE LA BOURGEOISIE

Je suis Africain. Un travailleur immigré bien sûr. Dans mon pays j'étais heureux, il n'y avait pas de différence entre les êtres humains. Mais voilà, obligé de gagner ma vie, je me suis trouvé en Mauritanie et en fin de compte en France.

Dans ce dernier pays, le pays de la « civilisation » où les droits de l'homme ont été proclamés pour la première fois, j'ai trouvé ce qu'il y a de plus ignoble : le racisme.

Je n'ai pas bien compris les mobiles. J'étais attiré par toutes les idées du socialisme. La Chine était pour moi l'exemple ; mais même l'Algérie et Cuba étaient pour moi des pays socialistes. Je me méfiais de tous les blancs. Pour moi ils étaient le symbole de la barbarie. Si je revois l'histoire je trouve que la barbarie nazie, la guerre d'Algérie et celle qui se déroule actuellement au Vietnam a pour agresseur ce qu'on appelle les porteurs de la civilisation occidentale tout en divulgant de bonnes paroles.

Mais voilà, contacté par un ouvrier arabe qui est marxiste-léniniste et en qui j'ai une grande confiance, il m'a parlé de l'H.R., il me l'a passé. J'ai trouvé le journal bon, mais j'ai continué à me méfier. Il a laissé se dissiper ma méfiance petit à petit et j'ai rejoint le rang des sympathisants de l'H.R., c'est-à-dire de tout ceux qui donnent une importance à l'organisation. J'ai trouvé vraiment des frères et des camarades.

J'ai compris que le racisme est l'arme de la bourgeoisie et un marxiste-léniniste est loin de l'être.

Je me jette au combat, j'oublie toutes mes difficultés et mes peines. Maintenant j'ai un but noble dans la vie c'est de combattre l'impérialisme qui sévit en Afrique, le capitalisme et abattre l'état bourgeois par la révolution violente et l'instauration du Socialisme à l'exemple de la Chine et de l'Albanie.

Un travailleur africain.

UNE FORMULE D'ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique et politique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
3 mois	10 F	20 F	20 F
6 mois	20 F	40 F	40 F
1 an	40 F	80 F	80 F

Etranger : un an 120 F ; six mois 60 F ; trois mois 30 F.

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Total précédent		63 480,08 F
Un jeune travailleur	Montreuil	6 F
Un cheminot	Région Parisienne	9 F
Un ouvrier breton		20 F
J.V. ouvrier sympathisant	Région Parisienne	10 F
Un travailleur	Paris	0,50 F
Un étudiant de Censier	Paris	12 F
C.D.H.R.	Aubagne	80 F
Une paysanne périgordinne		10 F
Un sympathisant	Gennevilliers	10 F
Les amis de l'H.R.	Perpignan	102 F
Les marxistes-léninistes	Indre	305 F
Un couple de travailleurs	Région Parisienne	10 F
Des travailleurs	Nord	10 F
Des lecteurs de l'H.R.	Brassac-les-Mines et Sainte-Florine	5 F
Des étudiants marxistes-léninistes	Vincennes	40 F
Une travailleuse	Banlieue Parisienne	3 F
C.D.H.R.	Toulouse	237 F
Un sympathisant	Marseille	2 F
Des camarades	Sables-d'Olonne	10 F
C.D.H.R. personnel de la faculté	Orsay	300 F
Un étudiant	Créteil	500 F
Une famille de travailleurs bretons		20 F
Anonyme	Paris	50 F
Un lecteur	Rouen	80 F
C.D.H.R. Staline	Clermont-Ferrand	193,70 F
Un C.D.H.R. de la banlieue Ouest	Région Parisienne	100 F
Un ouvrier		2 F
Une lectrice	Champigny	20 F
Des amis de l'H.R.	Berre-l'Etang	80 F
J.P.	Région Parisienne	5 F
C.D.H.R.	Toulouse	190 F
Contre les liquidateurs	Billom	22 F
Un musicien marxiste-léniniste	Paris	10 F
C.D.H.R.	Paris 20e	400 F
Des travailleurs	Angers	5 F
Des lecteurs	Langeac	8 F
C.D.H.R. La Cayolle	Marseille	53 F
Un militant H.R.	Champigny	50 F
Un sympathisant	L'Haye-les-Roses	12 F
G.G. (versement d'avril)	Paris 12e	150 F
Un groupe de cheminots	Région Parisienne	200 F
Des militants H.R.	Langeac	25,24 F
Un ouvrier marxiste-léniniste algérien		2 F
Des sympathisants	Marseille	20 F
Un C.D.H.R. de la banlieue Sud	Région Parisienne	140 F
2 marxiste-léninistes	Banlieue Parisienne	500 F
2 sympathisants pour que l'H.R. serve le prolétariat et que le prolétariat se serve de l'H.R. !	Paris Banlieue-Sud	1 F
Un lycéen - J.P.	Paris 14e	2 F
Total général		67 502,52 F

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

Total précédent		8 207,65 F
Une sympathisante de Kallisté	Marseille	5 F
G.G.	Paris 12e	130 F
Un camarade	Var	2,50 F
Un groupe de cheminots	Région Parisienne	25 F
Les marxistes-léninistes	Menton	25 F
C.D.H.R.	Noisy-le-Sec	50 F
C.D.H.R. Staline	Clermont-Ferrand	29 F
Total général		8 474,15 F

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS GUADELOUPÉENS EN GRÈVE

C.D.H.R.	Langeac	10 F
Un cheminot	Clermont-Ferrand	2 F
Un surveillant d'externat	Clermont-Ferrand	1,50 F
Un jeune ouvrier métallo marxiste-léniniste (une semaine de salaire	Paris	300 F
Un employé	Clermont-Ferrand	2 F
Charles Barlagne sera vengé ! C.D.H.R.	Toulouse	20 F
Un surveillant de lycée	Clermont-Ferrand	2 F
Un camarade marxiste-léniniste	Ivry	10 F
N.D.		20 F

L'H.R. a également transmis des messages de solidarité avec les travailleurs Guadeloupéens en grève.

UN "CARREFOUR" MAL FRÉQUENTÉ

Le mois dernier, le journal fasciste « Le Méridional » avait publié un article vantant les conditions de travail et les rapports humains régnant dans le nouveau supermarché « Carrefour » de Vitrolles (localité située à une vingtaine de kilomètres de Marseille). A en croire le journaleux de service, les employés de ce temple de la consommation « *trouvent leur épanouissement dans leur travail* ». Il faut croire cependant que la réalité est quelque peu différente. En effet, voici les faits qui se sont produits le 13 mars aux portes de ce magasin.

Une équipe de militants de la C.F.D.T. avait commencé la distribution d'un tract destiné au personnel. La distribution avait lieu à l'entrée réservée au personnel, hors de l'enceinte du magasin. Cependant, quelques minutes ne s'étaient pas écoulées que trois individus surgirent et intimèrent aux distributeurs de tracts l'ordre de vider les lieux.

L'un de ces malfrats était armé d'un fusil à lunette, un autre, porteur de menottes (!). Parmi les menaces qu'ils proférèrent, relevons celle de la possible intervention d'une « troupe de choc » de 60 membres contre tous distributeurs de tracts et autres « perturbateurs ».

Les militants de la C.F.D.T. se retirèrent alors, afin d'éviter toute provocation.

La direction de « Carrefour » à Vitrolles tient décidément à ce que ses employés « trouvent leur épanouissement » en vase clos.

Ou, sans doute, ne tient-elle pas particulièrement à ce que l'on sache, à l'extérieur, quelles sont exactement les conditions de travail, les salaires, etc.

Mais si nous exprimons notre solidarité aux militants ouvriers C.F.D.T. qui se sont trouvés face aux chiens de garde de « Carrefour », nous ne saurions être d'accord avec les termes de la lettre ouverte de l'U.D.-C.F.D.T. des Bouches-du-Rhône au directeur de « Carrefour ».

En effet, après avoir exposé les faits que nous venons de résumer et dénoncer cette chasse aux militants, l'U.D.-C.F.D.T. conclut sa lettre en ces termes :

« *Nous restons à votre disposition pour envisager avec vous les conditions les meilleures pour assurer l'information syndicale* ».

Quelle dérision ! Dans tout le pays, les militants syndicaux C.G.T. ou C.F.D.T. honnêtes, les travailleurs présumés « éléments révolutionnaires », sont licenciés chaque jour avec la bénédiction de l'inspection du travail et l'approbation tacite du pouvoir.

Il ne s'agit pas d' « *envisager* » avec les patrons une sorte de coexistence pacifique, mais d'affronter ceux-ci, classe contre classe.

C'est seulement ainsi qu'on leur imposera, entre autres, le respect de leurs propres lois...

Pour commencer...

Correspondant H.-R.

TRAVAILLEUR QUI LIS L'HUMANITÉ ROUGE SOUTIENS TON JOURNAL ! ÉCRIS-LUI POUR DÉNONCER LE CAPITAL ET TOUS SES VALETS ! L'HUMANITÉ ROUGE EST UNE ARME DE LA CLASSE OUVRIÈRE

ENCORE UN CRIME DU CAPITAL!

Un travailleur de 38 ans, père de quatre enfants a été assassiné chez Usinor à Montataire. Il a été broyé par un train en manœuvre sur la bascule. Les principes de sécurité n'ont pas été respectée. La manœuvre a été imposée, le train était en mouvement alors que celle-ci doit s'effectuer à l'arrêt.

A BAS LES CADENCES INFERNALES !
IMPOSONS UNE SECURITE REELLE !

Correspondant H.R.

LE "RACISME" ANTI-BRETON A L'ASSITANCE PUBLIQUE

Il y a de cela un mois, une affaire rebondissait en France au sujet de deux institutrices ayant des ennuis avec l'Administration pour « atteinte à la morale et aux mœurs ». Il s'agissait de Mme Brunou, institutrice « libre » (?) à Quimperlé et de Mlle Araujo, institutrice laïque à Médéac, en Bretagne. L'une voulait épouser un divorcé, l'autre attendait un enfant et voulait rester célibataire, et toutes deux voyaient leurs écoles « boycottées » par les parents d'élèves.

Naturellement, l'O.R.T.F. va sournoisement profiter de l'affaire pour dénigrer une fois de plus ces « bougnoules » que sont les Bretons.

A l'hôpital où je travaille, on m'a signalé des cas où des camarades bretons ont été systématiquement traités de « fascistes » et de « dégueulasses » par des membres petits-bourgeois du P. « C. » F. et de la C.G.T. Cette affaire laissant les travailleurs bretons dans le désarroi le plus total. On m'a signalé d'autres cas également à Laribolsière, Tenon, Saint-Antoine, Villiers-le-Bel, les Quinze-Vingt, Cochin et Bichat.

L'Assistance publique a la réputation d'être très fournie en prolétaires bretons et le racisme qui y sévit contre les travailleurs antillais et guyanais touche également les travailleurs bretons.

Un travailleur breton
marxiste-léniniste.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

EGELEC-SOMAREL A RENNES :

Les ouvriers de l'entreprise de bâtiment et d'électricité après onze jours de grève pour leur revendication décident de porter leur action à un niveau plus élevé. Le lundi 19 avril, les 75 monteurs décident d'occuper les locaux du siège de l'entreprise et capturent les membres de la direction.

Les ouvriers qui occupent l'usine pour l'augmentation des salaires sont soutenus par les syndicats de base CFDT.

La lutte continue !

ARTIS (WESTINGHOUSE) A NICE.

Les ouvriers et employés de l'usine d'ascenseurs Artis sont en grève depuis le 14 avril. Ils sont en lutte contre le licenciement de deux ouvriers et pour leurs revendications. Ils réclament des augmentations de salaire de 0,30 F de l'heure pour les ouvriers spécialisés, 0,20 F pour les ouvriers professionnels et 50 F par mois pour les employés.

Popularisons cette juste lutte !

USINE THOMSON A ANGERS :

Les grévistes de la faim de l'usine Thomson, neuf ouvriers, (cinq femmes et quatre hommes) poursuivent leur action depuis le 15 avril pour soutenir les revendications. Le personnel poursuit également son action pour une augmentation uniforme de 55 francs par mois, malgré les pressions de la direction.

Poursuivons et popularisons notre lutte !

TRAMINOTS A SAINT-ETIENNE :

Grève de 48 heures, jeudi 22 et vendredi 23 avril, des 750 traminots contre les prétentions de la direction de supprimer les receveurs sur les trolleybus.

NON AU CHOMAGE conséquence du capitalisme !

GREVE DES PECHEURS A SAINT-JEAN-DE-LUZ :

Les pêcheurs sont en grève depuis vendredi 23 avril contre les importations de dorades espagnoles. Dans la période actuelle la pêche à la dorade bat son plein dans le golfe de Gascogne. Les pêcheurs estiment que les mareyeurs ne peuvent faire appel à l'importation de dorades qu'en période creuse.

OSER LUTTER

Lorsque je suis allée à l'Agence nationale pour l'Emploi, agence spécialisée des jeunes, 60, rue de Mouzaïa, Paris (19e), l'on m'a posé des questions pour établir mon dossier, plutôt ma carte d'inscription.

Une visite médicale est nécessaire. Si l'on ne passe pas cette visite, le bureau de l'Emploi des jeunes ne nous « donne » pas de travail, alors j'ai passé cette visite. Ensuite il m'a été proposé, au bout d'un mois environ, une place, comme conditionneuse dans un laboratoire de produits pharmaceutiques. J'ai demandé le salaire que je toucherai, l'employée m'a répondu : « Vous les jeunes lorsque l'on vous propose une place, vous demandez tout de suite le salaire. Vous êtes tous pareils, vous voulez rien faire et gagner beaucoup d'argent. »

Alors j'ai renouvelé ma demande. Elle me dit : « 3,95 F de l'heure ». Je lui dis : « Ce n'est pas beaucoup. » Elle m'a répondu : « Ne vous plaignez pas et soyez contente, car il y a des pères de famille qui avec leur femme, un ou plusieurs enfants, gagnent pareil que vous. »

Malgré ce salaire de misère j'accepte la place. L'employée ajoute : « J'espère que vous allez bien travailler, car le laboratoire est très bien avec l'Agence nationale pour l'Emploi. Alors je ne voudrais pas que vous fassiez des histoires. »

Jusqu'à 18 ans, on est inscrit rue de Mouzaïa et après c'est dans un autre bureau de chômage.

Ainsi il faudrait se taire et travailler comme des esclaves, subir l'exploitation capitaliste. Nous devons comme le dit le président Mao Tsétoung « OSER LUTTER » pour changer cette société d'exploitation.

Une jeune Ouvrière

NON AUX BRIMADES !

Je suis vendeuse sur les marchés. L'autre jour, je demandais des nouvelles de sa santé à une cliente. Voilà comment le patron s'est adressé à moi devant les clients : « Vous me faites chier, vous n'êtes pas là pour faire vos discours, magnez-vous un peu. »

Est-ce qu'on est des chiens ou des hommes ? De quel droit un patron a-t-il le droit de traiter de la sorte ses employés ? Ses employés sur le dos de qui il vit ? Une première chose est pour nous, vendeurs et vendeuses sur les marchés ou dans les magasins, de ne plus accepter de nous faire traiter ainsi. Refusons tout ordre lancé sur ce ton méprisant.

Bien sûr, c'est un détail. Il y a bien d'autres revendications à faire. Pensez que l'on travaille tous les jours, sauf le lundi. Tous les jours de 6 heures (et parfois plus tôt) à 1 heure ou 2 heures de l'après-midi.

Les patrons s'arrangent pour avoir leur dimanche, mais, nous, c'est le jour où nous commençons le plus tôt et terminons le plus tard. La journée est fichue et on n'a même pas le temps de s'occuper des enfants, d'en profiter un peu.

UN DIMANCHE SUR DEUX POUR LES VENDEURS !

Je ne ferai que citer certaines autres revendications urgentes, au moins une pharmacie d'urgence. Quand on travaille beaucoup et vite il arrive de se blesser avec les caisses.

Ne plus subir la dictature féroce du patron qui ne supporte pas une minute de retard mais qui ne s'occupe d'une demi-heure supplémentaire de travail à son profit. NON AUX BRIMADES !

QU'IL PAIE LES HEURES SUPPLEMENTAIRES !

Il faut que tous les vendeurs, qui sont encore isolés, prennent conscience de l'esclavage dans lesquels on les maintient (1).

Qu'ils luttent comme tous les travailleurs le font pour rabattre le caquet du patron et obtenir des améliorations des conditions de travail, en particulier un dimanche de repos sur deux payé par le patron.

Une vendeuse sur les marchés.

---

(1) Si les trois vendeurs demandent un dimanche sur deux, le patron ne les renverra pas s'ils sont unis.

CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F

(disponible en 15 langues)
En vente à la librairie « Le Phénix »
72, bd de Sébastopol - Paris (3e)
(ou par notre intermédiaire)
(ajouter 15 % de port à toute commande)

A BAS LES MARCHANDS D'HOMMES !

Ils sont maintenant 300 000 en France. 300 000 travailleurs temporaires que la publicité bourgeoise tente cyniquement de présenter comme ravis de leur sort, alors que seul le chômage grandissant les contraint à cette insécurité, si utile pour les profits patronaux.

Les entreprises des négriers modernes se développent en flèche : on en compte maintenant plus d'un millier. Mais leurs patrons en ont assez de cette existence officieuse, parce que trop visiblement illégale. Ils revendiquent hautement d'avoir pignon sur rue. La C.G.T. leur a déjà donné raison en acceptant le « dialogue » avec Manpower, leur chef de file.

C'est pourquoi un projet de loi « réglementant » leur activité — c'est-à-dire la reconnaissant officiellement telle qu'elle fonctionne actuellement — doit être prochainement voté. Il paraîtrait que des messieurs, très bien placés au gouvernement, éprouveraient un vif intérêt pour cette loi, intérêt situé du côté de leur portefeuille gonflé de piles d'actions de ces entreprises d'esclavage moderne.

(Extrait de *Rouge Midi*,
Bulletin des communistes
marxistes-léninistes
du Port de Marseille)

Les patrons cherchent à payer le moins possible, les patrons cherchent à diviser les ouvriers, ce sont ces deux buts qu'ils veulent atteindre en créant les entreprises de marchands d'hommes que l'on voit se développer sur le port. Il y a quelques années il n'y avait sur le port qu'Interza. Depuis, un contremaître de la C.M.R. a monté la S.P.I.M. L'ancien patron de la C.M.R., Bolcioni, a monté LA FOURMI, une entreprise d'Hassi Messaoud dont le siège est à Paris, Phinelec s'est lancée aussi dans la location d'hommes, et les entreprises générales de marchands d'hommes comme la BIS INDUSTRIE ou EUROPE INDUSTRIE louent de plus en plus d'ouvriers sur le port.

Ces ouvriers sont loués pour une durée indéterminée à une compagnie de réparation de navires, lorsque cette dernière a des chantiers qui pressent. L'ouvrier, payé de 4 à 5 F, est loué de 17 à 20 F à la compagnie de réparation qui, elle, le facture de 20 à 24 F à la compagnie de navigation, comme ses propres ouvriers. Lorsque la compagnie de réparation n'a plus besoin de ces hommes, elle les renvoie purement et simplement. Si le marchand d'hommes a à ce moment une autre demande d'ouvriers, il les y envoie. Sinon, c'est le chômage pour une durée toujours indéterminée.

Avantages pour les patrons de la réparation navale :

Premièrement, ce système leur procure un supplément de main-d'œuvre chaque fois que « le travail presse ». Chaque jour de retard pour la fin des travaux sur un pétrolier coûte 2 000 000 A.F aux chantiers de réparation. Alors peu lui importe de louer des hommes plus cher que ses propres ouvriers, du moment que cela lui permet de finir le travail à temps. On a vu des entreprises employer dans une corporation deux fois plus d'ouvriers en location que le nombre d'ouvriers qu'elle compte d'habitude !

Deuxièmement, le prix auquel les chantiers louent les hommes est en général comptabilisé sur les frais généraux qui sont détaxés d'impôt et non dans la rubrique des salaires, ce qui évite des frais aux patrons.

Troisièmement, on est sûr de ne pas avoir de « meneurs » ou d' « agitateurs » parmi ces ouvriers puisque, si l'un ne plaît pas, on peut le renvoyer sur l'heure.

Pour les marchands d'hommes, bénéfice sur toute la ligne

Il paie 4,50 F ou 5 F un ouvrier qu'il loue de 17 à 20 F. Sur la différence il paye les charges sociales, les congés payés, il amortit le matériel qu'il a, c'est-à-dire presque rien (un local, une camionnette, quelques outils, une machine à écrire) et tout le reste est bénéfice.

L'ouvrier : esclave moderne

Premièrement, aucune des primes accordées aux ouvriers normaux de la réparation navale ne leur sont accordées. Comme ces primes représentent quelquefois jusqu'à 40 000 ou 50 000 A.F par mois, c'est autant de moins dans la poche de l'ouvrier et de plus dans celle du patron. De plus chez beaucoup de marchands d'hommes (les petits) les salaires horaires sont eux-mêmes inférieurs aux salaires de la corporation.

Deuxièmement, il n'y a aucune garantie de l'emploi. Comme le docker occasionnel ou le travailleur sous contrat, lorsqu'il n'y a plus de travail, l'ouvrier est jeté au chômage, ce qui est fréquent dans une branche aussi incertaine que la réparation navale.

Enfin il lui est impossible de s'organiser pour défendre ses justes revendications. Puisque personne ne peut avoir un an de travail continu dans l'entreprise. Personne ne peut être délégué. Et si même il y en avait un, gageons que vite il n'y aurait plus de travail pour lui. De plus, lorsque les ouvriers de la compagnie à laquelle il est loué font grève, bien sûr ils arrêtent le travail et ne font pas les jaunes. Ils perdent donc leur salaire pour l'obtention des revendications des ouvriers de l'entreprise, et eux ne voient jamais la couleur des résultats de ces luttes.

La C.G.T. signe avec les négriers

Avant la C.G.T. refusait d'admettre le principe de ces entreprises. Mais en 1968 la direction de Manpower a obtenu de la C.G.T. ce qu'elle demandait depuis deux ans : un accord C.G.T.-direction au niveau de l'entreprise. C'était la reconnaissance officielle des marchands d'hommes par la C.G.T. Depuis cette position est devenue générale. En mars 1970, lors d'une assemblée générale des travailleurs de la réparation navale, un ouvrier d'une boîte de marchands d'hommes avait posé la question : «Qu'allez-vous faire contre les marchands d'hommes ? », le permanent C.G.T. lui avait répondu aussi sec « Vous n'avez qu'à vous organiser sur la base de votre entreprise » !

Répondre cela c'est se payer la tête des ouvriers !

Pour leur part les communistes marxistes-léninistes ont pour but l'unité des travailleurs. Cette entreprise de division qu'est l'existence des marchands d'hommes doit être catégoriquement combattue.

Ils n'avancent dans ce domaine qu'une seule revendication :

EMBAUCHE DE TOUT LE PERSONNEL DES MARCHANDS D'HOMMES PAR LES ENTREPRISES UTILISATRICES aux mêmes conditions que les autres ouvriers.

Cette revendication rejoint en fait les mots d'ordre généraux des communistes marxistes-léninistes :

A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

UNE SEULE CLASSE OUVRIERE CONTRE L'ENNEMI COMMUN !

1er MAI : RENOUONS AVEC LES GLORIEUSES TRADITIONS DE LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE

Chicago, 1886 : des manifestations ouvrières massives se déroulent dans la ville, comme dans d'autres villes des USA, pour obtenir la journée de 8 heures. La bourgeoisie affolée la fait sauvagement réprimer. Mais, malgré ses morts, la classe ouvrière marque une grande victoire.

C'est en l'honneur de cette lutte historique des travailleurs américains que, en 1890, une décision du Congrès Socialiste International fait du 1er mai une manifestation mondiale des travailleurs.

La classe ouvrière française doit retrouver la mémoire de tous ces premiers Mai de dures luttes de classe qui jalonnent son histoire, luttes que les révisionnistes du P« C »F et de la CGT s'abstiennent soigneusement de rappeller et de célébrer au cours de leurs défilés-promenades dans « le calme et la dignité ».

— 1er mai 1891 à Fourmies : c'est la première grande manifestation française célébrant la lutte des travailleurs américains ; pour lutter contre l'exploitation féroce dont ils sont l'objet, les mineurs et la population sont descendus dans la rue. La bourgeoisie utilise la troupe qui tire dans la foule : on comptera 12 morts dont plusieurs enfants et adolescents.

— 1er mai 1906 : Grande lutte pour la journée de 8 heures (déjà !). « Souvenez-vous que l'on obtient que ce que l'on impose », proclamait alors une affiche de la CGT ! La Classe ouvrière arrache le repos hebdomadaire.

— 1er mai 1911 : Les capitalistes allemands et français tentent de dresser l'un contre l'autre le prolétariat des deux pays pour résoudre leurs propres contradictions. Mais, face à un énorme déploiement policier, les ouvriers parisiens descendent dans la rue pour déclarer « la guerre à la guerre impérialiste » et affirmer leur solidarité avec leurs frères de classe allemands dans la lutte contre l'exploitation capitaliste.

— 1er mai 1919 : Le tonnerre de la révolution d'Octobre illumine le chemin des luttes : 500 000 manifestants à Paris ! La bourgeoisie s'inquiète et recule : c'est enfin l'obtention de la loi des 8 heures, de l'enseignement professionnel, imposés par la lutte solidaire des mineurs, métallos, ouvriers agricoles, employés de banque...

— 1er mai 1936 : Contre les diviseurs et les traîtres au mouvement ouvrier, la volonté unitaire des travailleurs s'exprime avec une force impétueuse. Aux cris de « une seule classe ouvrière » les manifestants de 36 imposeront de grandes conquêtes : les 40 heures, les congès payés, etc.

— 1er mai 1942 : Les masses anti-fascistes rejettent et dénoncent la « fête du travail » que tente d'instaurer Pétain pour dévoyer le 1er mai. Elles font de ce jour une grande manifestation contre le fascisme, pour la liberté et le pain.

— 1er mai 1968 : La classe ouvrière impose aux révisionnistes la reprise de la tradition de la manifestation populaire dans la rue. Les militants marxistes léninistes, avant-garde organisée de la classe ouvrière de France, sont présents dans la manifestation. Leurs justes mots d'ordre, tels « unité à la base et dans l'action » sont largement repris par la foule des travailleurs qui, peu après, devaient les mettre en pratique en se mobilisant pour l'une des luttes les plus massives de notre histoire.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PAKISTAN :
A bas l'expansionnisme indien

Dans l'affaire du Pakistan, le gouvernement indien se présente comme soucieux des intérêts du peuple du Pakistan Oriental. Pourtant, dans les faits, ce gouvernement s'est toujours manifesté comme réactionnaire à l'intérieur et agressif vis-à-vis de ses voisins, en particulier la Chine et le Pakistan.

L'INDE BASE D'AGRESSION CONTRE LES PEUPLES D'ASIE

Nous rappellerons qu'en 1947-48, l'armée indienne noya dans le sang la révolte du peuple du Telengana (ex-Etat de Hyderabad, indépendant de l'Inde). Des dizaines de milliers de paysans pauvres furent massacrés.

En 1949, l'armée indienne envahit et annexe une partie de l'Etat himalayen du Cachemire qui avait manifesté sa volonté d'être rallié au Pakistan.

En 1962, alors que le peuple du Cachemire opprimé par les réactionnaires indiens demandait l'autodétermination, il fut violemment réprimé. Les réactionnaires indiens durent faire face à la lutte armée du peuple du Cachemire.

Rappelons que le Cachemire avait été livré à l'Inde en 1947 par le maradjah du Cachemire contre la volonté du peuple.

Au Tamil-Nadu, au Maharastra, au Kerala, au Bengale, le gouvernement réactionnaire indien a violemment réprimé des révoltes populaires. En Assam, les tribus Naga et Mizo poursuivent encore aujourd'hui la lutte armée contre les forces envoyées contre elles par le gouvernement central réactionnaire.

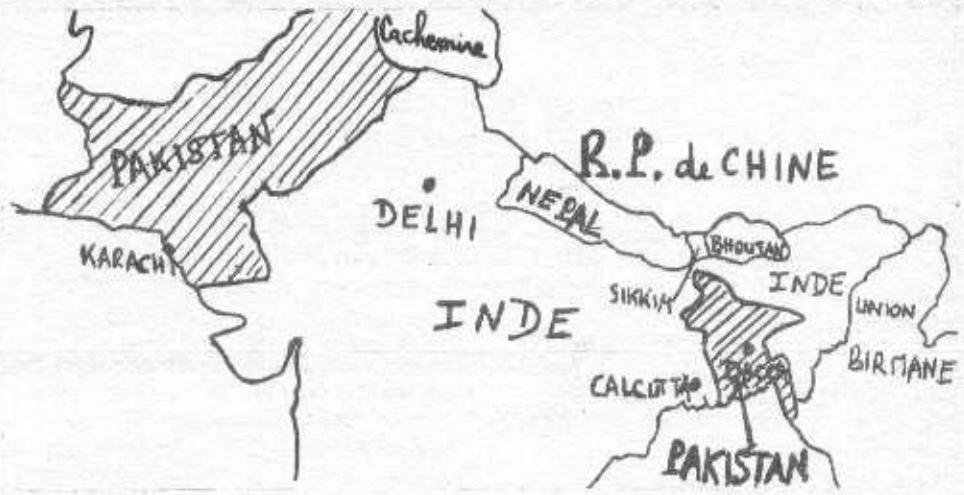
Telle est sur le plan intérieur la politique des réactionnaires indiens.

Sur le plan international, rappelons qu'en 1962, l'Inde se livra à l'agression de la Chine dans la région du Sikkim, de même qu'en 1965 et 1967. Elle y fut encouragée par l'impérialisme U.S. et le social-impérialisme russe.

En 1965, alors que le Pakistan soutenait la lutte du peuple du Cachemire, il fut agressé par l'armée indienne qui pénétra au Pakistan en septembre et en fut chassée. Dans cette agression, l'Inde fut soutenue par les révisionnistes soviétiques qui refusaient au peuple du Cachemire le droit à l'autodétermination, et par l'impérialisme U.S. qui trouvait la politique extérieure du Pakistan trop indépendante (1).

Rappelons que de longue date le Pakistan entretient des relations amicales avec la Chine. En 1962, la Chine et le Pakistan ont signé un accord frontalier, la Chine soutint le Pakistan contre l'agression indienne et le droit à l'autodétermination du peuple du Cachemire.

En 1966, le Pakistan fut soumis à la pression des impérialistes américains qui voulaient le voir condamner la Chine : il s'y refusa. Depuis de nombreuses années, il ne participe plus aux manœuvres de l'O.T.A.S.E.



En 1969, il a repoussé la manœuvre social-impérialiste de « sécurité collective » en Asie visant à renforcer l'encerclement de la Chine.

QUE VEULENT LES REACTIONNAIRES INDIENS?

Compte tenu de ce qui précède, il est clair que les réactionnaires indiens ne sont nullement des amis du peuple pakistanais. Ils cherchent à détacher le Pakistan oriental du Pakistan occidental afin de faciliter leur agression contre le Pakistan.

Par ailleurs, ils cherchent également à faire du Pakistan oriental une base d'agression contre la Chine. Le Sikkim se trouve à proximité du Pakistan oriental.

De plus, la présence de pétrole à la frontière du Pakistan oriental ne saurait être dédaignée par les réactionnaires indiens.

Tel est le but que se fixe la réaction indienne en intervenant directement au Pakistan oriental (le 13 avril 1971, deux compagnies des forces de sécu-

(1) *A l'époque, jusqu'à certains journaux bourgeois anglais, de même que le vieux bourgeois libéral Bertrand Russel, affirmèrent que l'attaque de l'Inde contre le Pakistan avait été fomentée par la C.I.A.*

(suite p. 7)

LE 24ème CONGRÈS DU P. "C." U. S. : Toujours plus loin dans la trahison

Le 24e Congrès du P.« C. »U.S., qui s'est tenu du 30 mars au 9 avril, n'a finalement pas soulevé l'intérêt des masses populaires, en France comme dans le monde, et n'a pas davantage excité la passion des observateurs bourgeois.

Cette situation montre à elle seule la dégradation de la position internationale de l'U.R.S.S. en tant qu'Etat et du P.« C. »U.S. en tant que parti, depuis que les révisionnistes du groupe Khrouchtchev-Brejnev y usurpe le pouvoir. Mais une telle attitude est bien compréhensible.

En effet, aucun développement original n'était attendu de ce Congrès « ratificatif », et ses résultats étaient connus d'avance. Brejnev a chanté l'air habituel des succès économiques de l'U.R.S.S. et ignoré superbement qu'au moment même où il discourait, la presse soviétique elle-même était pleine de récits de détournements de fonds et de matériel par les directeurs d'entreprises, de prévarications, de trafics d'influence, de « marchés parallèles » (vingt-six ans après la fin de la guerre !), de licenciements abusifs, etc.

Il a prononcé les phrases rituelles contre l'impérialisme américain et ses complices au moment même où le social-impérialisme russe établit ou resserre les liens avec les fantoches philippins, indonésiens ou thaïlandais, simples marionnettes de l'impérialisme yankee.

Il a tonné avec une véhémence factice contre le sionisme, à l'heure où, malgré ses rivalités avec ce même impérialisme, il s'efforce de concert avec Nixon d'imposer aux pays arabes la reconnaissance du fait colonial sioniste et la « solution finale » de la question palestinienne par l'application de la résolution inique de l'O.N.U., du 22 novembre 1967.

Il a assuré les peuples d'Indochine du « soutien » de l'U.R.S.S. alors qu'il continue d'entretenir un ambassadeur auprès du Quisling khmer.

Contrairement aux craintes exprimées par divers groupes ultra-révisionnistes, il n'a pas « réhabilité » Staline. Tout d'abord évidemment la mémoire de Staline n'a que faire de la « réhabilitation » en question. De son temps l'U.R.S.S. suscitait l'espoir des peuples du monde, alors qu'elle est maintenant pour eux sujet de colère et d'amertume. Elle suscitait la frayeur de l'impérialisme alors qu'à présent elle collabore avec lui.

Le souvenir de la grande période d'édification du socialisme sous la direction de Staline est plus vivant que jamais dans les peuples d'URSS. Aussi Brejnev peut moins que jamais y faire référence. De nos jours, aucun bureaucrate révisionniste ne peut se prétendre l'héritier de Staline même s'il tente de le faire pour tromper les peuples soviétiques, et il en sera de même dans l'avenir. Il y a décidément trop loin de Stalingrad à Camp David (1).

Brejnev a réaffirmé sa doctrine de la « souveraineté limitée » des Etats « socialistes », qui servit à justifier l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Cette théorie peut servir demain à imposer — par exemple — à la R.D.A. l'acceptation d'un diktat que Moscou aura conclu avec l'impérialisme ouest-allemand « par-dessus sa tête ».

Elle peut aussi servir à imposer à tout pays « socialiste » récalcitrant le choix entre l'invasion et la capitulation.

On comprend dans ces conditions que les représentants des partis révisionnistes de la R.D.A. (Ulbricht), de Roumanie (Ceausescu) aient laissé percer leurs divergences irréductibles avec la clique dirigeante du social-impérialisme russe. Aucun de ces personnages de même que le représentant de la Yougoslavie ultra-révisionniste n'a fait chorus avec Brejnev et ses sous-fifres sur cette question de la « souveraineté limitée ». Tous trois se sont abstenus de toute attaque contre la Chine Populaire, et ont insisté avec plus ou moins de vigueur sur l'égalité et l'indépendance de chaque parti « communiste » par rapport à tous les autres.

On comprend que pour des raisons en quelque sorte symétriques le Polonais Giereck et le Tchèque Husak aient été les échos fidèles de leur maître Brejnev. Le premier sait que la menace d'une intervention directe soviétique est la seule garantie de son maintien au pouvoir à Varsovie et le second a été installé au château de Prague en tant que pur et simple fantoche du social-impérialisme russe.

Quant aux divers représentants des partis « communistes » des pays capitalistes, ils ont eux aussi apporté leurs notes discordantes au concert. Le plus remarquable à cet égard n'est autre que Marchais.

Tiraillé entre les exigences croissantes de ses alliés sociaux-démocrates et autres, et le fait que la fidélité à l'Union Soviétique (legs de l'époque où l'U.R.S.S. était le cœur du mouvement communiste international) constitue le seul ciment qui empêche son parti d'éclater en morceaux, le secrétaire adjoint du P.« C. »F. s'est livré à un consternant numéro de contorsionnisme politique.

Aujourd'hui les rapports entre les différentes cliques révisionnistes sont d'abord des rapports d'intérêts et de force. Cette évolution inéluctable dès l'apparition, puis le triomphe momentané du révisionnisme dans un certain nombre de pays autrefois socialistes, est appelé à se poursuivre et à s'approfondir jusqu'à l'effondrement final des nouveaux tsars.

Mais les communistes et les révolutionnaires authentiques ont depuis longtemps perdu leurs dernières illusions sur ce qui fut le grand parti de Lénine et de Staline. Les Brejnev Kossyguine et Cie, et leurs complices de Varsovie ou de Paris ne sont plus aux yeux des peuples du monde entier que les maîtres et les serviteurs d'un nouvel impérialisme.

La Chine et l'Albanie socialistes, les héroïques peuples d'Indochine, les marxistes-léninistes partout dans le monde, y compris dans les pays révisionnistes, tiennent solidement en main le drapeau rouge de la Commune de Paris, d'Octobre 17 et de la longue marche des communistes chinois...

Ce drapeau ils ne le lâcheront pas, et ils parachèveront à l'échelle de la planète, la tâche libératrice entreprise il y a un siècle par les vaillants communards de Paris, effaçant du même coup et pour toujours la honte de la trahison révisionniste.

(1) Camp-David (U.S.A.) : Khrouchtchev y rencontra dans la fin des années 50 le président des Etats-Unis et y développa pour la première fois en public une ligne de collaboration avec l'impérialisme américain.

CHEMINOTS :

LA HIERARCHIE, DUPERIE POUR LES TRAVAILLEURS

REALITE POUR LES EXPLOITEURS

Les dirigeants des fédérations syndicales de cheminots, C.G.T. en tête, ne sont pas avares de paroles et d'actes en vue de défendre et « améliorer » la hiérarchie.

Mais elles se vantent beaucoup moins de la situation faite aux retraités. Lorsque nous aurons, — bien imparfaitement, — réparé cette omission, nos lecteurs comprendront mieux la raison de cette discrétion.

Jusqu'à la dernière augmentation, le taux minimum de la retraite, correspondant à 25 ans de service et 55 ans d'âge, était fixé par le barème P 51, publié dans la « Tribune des Cheminots » (C.G.T.) du 3 mars. Il se montait (si l'on ose dire) à *1 690,80 F* par trimestre, soit *563,60 F* par mois.

Le nouveau taux (barème P 52 publié dans la « Tribune » du 17 mars) est de *1 707,33 F* par trimestre, soit *569,11 F* par mois.

Soulignons d'abord l' « augmentation » qui apparaît à la comparaison des deux barèmes : 5,51 F par mois ! Une paille ! Si après cela les retraités gueulent encore, c'est vraiment qu'ils ne sont jamais contents !

Mais ce n'est pas tout...

QUAND LA S.N.C.F. ECRASE LA HIERARCHIE

L'argument massue des bonzes syndicaux pour justifier la hiérarchie des salaires c'est d'affirmer que « la hiérarchie commence à l'échelle 2 ». « Nous ne défendons pas seulement les cadres — disent ces bons apôtres, — mais nous estimons normal que l'ouvrier ou l'employé qualifié gagne plus que le manœuvre-balai ». Etc.

Une telle argumentation comble d'aise les patrons et l'Etat-patron en ce qu'elle justifie la division des travailleurs.

Mais si l'avancement hiérarchique est une carotte utile pour faire marcher le cheminot pendant son service actif, elle n'est évidemment plus utile, cette carotte, lorsque le cheminot a le mauvais goût de vivre au-delà de l'âge de la retraite.

C'est pourquoi, calculée en semestres, la retraite de dizaines de milliers de cheminots jusqu'à l'échelle 6 serait inférieure au minimum défini plus haut.

Prenons quelques exemples : Par trimestre, un retraité de l'échelle 4 avec 28 ans de service toucherait 1 616,14 F, un retraité de l'échelle 5 avec 28 ans de service toucherait 1 692,68 F, un retraité de l'échelle 6 avec 26 ans de service toucherait 1 678,50 F. Tous ces chiffres sont, comme on peut le voir, inférieurs au minimum indiqué plus haut.

Pour les lecteurs de l' « Humanité-Rouge » précisons :

1° Qu'un ouvrier professionnel qualifié des ateliers et de la voie est à l'échelle 5, qu'un chef de canton, qui peut diriger jusqu'à quinze compagnons sur le tas, est à l'échelle 6, de même qu'un commis de deuxième classe des bureaux de gare.

2° Que de nombreux cheminots n'atteignent pas 30 ans de service lors de leur départ en retraite.

De ce fait, le montant de leur retraite sera le fameux minimum indiqué plus haut.

En d'autres termes, la carotte hiérarchique, agitée devant le nez du cheminot durant toute sa carrière, — c'est-à-dire tant que la S.N.C.F. essaie de tirer de lui le rendement maximum, — se réduit à rien au moment de la retraite, — pour un grand nombre d'entre eux. De l'échelle 1 à l'échelle 6, jusqu'à 26 ans de service, le montant de la pension sera le même. Egalité dans l'infortune.

Précisons enfin que la veuve du retraité touchera une pension égale à la moitié du montant indiqué plus haut, soit 273,45 F par mois !

De quoi faire bombance...

OU LA HIERARCHIE RETROUVE SES DROITS

Mais à partir de l'échelle 10, les écarts se creusent. A partir de l'échelle 15, ils deviennent considérables. Quant aux fonctionnaires supérieurs, leurs retraites atteignent des chiffres astronomiques (plusieurs milliers de francs nouveaux par mois). Là, la hiérarchie reprend ses droits.

Résumons. Les travailleurs (jusqu'à l'échelle 9), producteurs pendant la durée de leur service actif, sont nivelés par le bas lorsqu'ils cessent de produire.

Les cadres et la maîtrise, (dont la S.N.C.F. espère qu'ils joueront « correctement » le rôle de gardes-chiourme qu'elle leur impartit), conservent, en retraite, les avantages acquis pendant leur carrière.

Les « grands » cadres et fonctionnaires supérieurs, — dont le salaire n'est qu'une participation aux bénéfices réalisés sur le dos des cheminots de la base, — continuent en tant que retraités de bénéficier de ces privilèges.

Qu'il y ait des éléments progressistes parmi ces catégories ne change rien à l'affaire. Quant aux autres, il est dérisoire de prétendre qu'ils pourraient être les alliés des travailleurs, comme l'affirment le P. « C. » F. et la C.G.T.

NON LA HIERARCHIE NE COMMENCE PAS A L'ECHELLE 2, « CAMARADE » MASSABIEAUX

Les chiffres que nous avons donnés montrent que, contrairement aux sophismes des bonzes révisionnistes et réformistes, la hiérarchie ne commence pas à l'échelle 2. Pour l'Etat-patron, il y a les producteurs, qualifiés ou non, qu'il convient certes de mystifier avec la « carotte » hiérarchique, mais promis au même sort misérable dès qu'ils ne produisent plus. Et il y a les chiens de garde, partie intégrante des couches privilégiées. Et tout le reste n'est que bla-bla-bla.

Cheminots actifs et retraités, unissons-nous pour arracher une retraite décente pour tous ! Luttons pour la revalorisation non hiérarchisée des retraites et pensions !

Un cheminot retraité, Marseille.

VIVE L'ALLIANCE DES PAYSANS TRAVAILLEURS ET DE LA CLASSE OUVRIÈRE

De plus en plus les paysans travailleurs proclament par leurs actions que tout les oppose aux exploiteurs capitalistes, même si ces derniers se disent « paysans » et que tout les rapproche des autres travailleurs et tout particullèrement de la classe ouvrière.

Voici des extraits de l'excellent journal d'action syndicale du Centre régional des jeunes agriculteurs de l'Ouest « Vent d'Ouest » n° 16-17 qui expriment bien cette réalité :

TRACT PROPOSE PAR LA F.R.S.E.A.O. ET LE C.R.J.A.O.

LES PROMESSES DE MINISTRE NE SONT QU'ILLUSION

Notre espoir est dans le combat commun de tous les travailleurs

LE COMBAT DES AGRICULTEURS est celui d'une juste rémunération de leur travail

JOUR APRES JOUR, nous **perdons notre indépendance,** nous perdons **nos responsabilités,** nous devenons des **EXECUTANTS.**

JOUR APRES JOUR, nos charges s'accroissent, notre travail est de moins en moins rémunéré.

JOUR APRES JOUR, le pouvoir POLITIQUE et FINANCIER organise notre liquidation, nos gouvernants, les technocrates de Bruxelles tentent de nous illusionner par des discours remplis de belles promesses.

Comme tous les travailleurs, nous n'admettons pas que l'augmentation de nos charges ne soit pas compensée par une revalorisation de notre revenu.

Avec toute la population qui se sent concernée, c'est par une action solidaire QUE NOUS FERONS RECULER L'INJUSTICE.

« BIEN PRECISER NOS REVENDICATIONS, NOUS MEFIER DES SLOGANS AMBIGUS.

Un slogan ambigu : 10 % d'augmentation des prix à la production.

Un slogan juste : 10 % d'augmentation du bœuf et du porc (1) pour les petits et moyens exploitants.

---

(1) **N.D.L.R. : produits surtout par des petits paysans.**

Réflexion : « 10 % d'augmentation » cache une volonté de voir augmenter de façon uniforme pour tous (capitalistes et travailleurs) tous les prix. Ainsi ceux qui produisent des produits déjà bien soutenus vont accroître leurs avantages financiers. Par exemple, augmenter de 10 % les céréales c'est avantager les gros céréaliers et ne rien donner aux éleveurs de porcs qui ont besoin de céréales pour nourrir leurs cochons... Nous devons bien savoir pourquoi nous agissons. **C'est fini, nous ne voulons plus être les fantassins de la grosse agriculture. »**

★

NOTE DE LA REDACTION D'H.R. :

Ajoutons que les justes augmentations revendiquées par les paysans travailleurs sont le seul moyen pour eux de desserrer un peu l'étau de l'exploitation capitaliste qui les étrangle ; tout comme les ouvriers quand ils revendiquent pour les salaires ou pour la diminution des cadences. Ces augmentations de prix à la production représentent une part insignifiante des prix à la consommation (qui vont du double à dix fois les prix à la production). Et, en tout cas, là comme ailleurs, le seul moyen d'empêcher les rapaces capitalistes de se rattraper sur le dos des uns de ce qu'ils ont du consentir aux autres c'est de se serrer les coudes et de leur présenter un front sans faille.

☆

AGEN :

Un fermier de Fougrave (près de Villeneuve-sur-Lot), frappé d'une mesure d'expulsion et d'une menace de saisi par un propriétaire cumulard entame une grève de la faim le lundi 19 pour exiger que son lopin de terre lui soit rendu.

☆

LE LÉNINISME, ÉTENDARD DE LUTTES ET DE VICTOIRES

Discours prononcé à la réunion solennelle consacrée au centième anniversaire de la naissance de Lénine. Par **Ramiz Alia,** secrétaire du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie.

45 pages - 0,50 F

(+ 0,80 F pour frais de port)

En vente à la librairie « Le Phénix », 70, bd de Sébastopol, Paris-3e, ou par notre intermédiaire. Paiement à la commande.

JUSTICE BOURGEOISE, JUSTICE DE CLASSE

Une nouvelle fois la répression a frappé. Une nouvelle fois la « justice » de l'Etat des monopoles vient de rendre un verdict scandaleux. Treize jeunes manifestants qui, en février dernier, avaient participé à « l'occupation » de la basilique du Sacré-Cœur à Montmartre, viennent d'être lourdement condamnés, en application de la loi scélérate « anti-casseurs » : 10 d'entre eux ont été condamnés à 6 mois de PRISON FERME, 3 autres à 4 mois de la même peine.

Ce n'est pas l'heure de porter un jugement politique sur la valeur de la manifestation qui s'était déroulée ce jour-là à Montmartre. Il suffit de rappeler :

— Que la manifestation s'était déroulée sans incidents jusqu'à ce que le recteur de la basilique, un certain « monseigneur » Charles, prenne l'initiative d'appeler la police qui, à son habitude, chargea violemment les manifestants.

— Que, sur les 68 personnes interpellées, toutes également passibles des dispositions de la loi, seuls les treize condamnés ont fait l'objet de poursuites.

— Que chacun d'entre eux a été formellement « reconnu » par SON policier, soi-disant molesté.

Les attendus du jugement, faisant une application très extensive des possibilités, déjà larges, offertes par la loi, sont particulièrement révoltants :

« Attendu que les prévenus, dès lors qu'ils se sont trouvés dans un groupe d'opposition d'où étaient lancés des projectiles sur les policiers et que ces derniers en ont reconnu formellement les auteurs doivent être présumés coupables, preuve n'ayant pas été rapportée d'invraisemblances ou de contradictions graves de la part de leurs accusateurs »...

Ainsi la « parole » des policiers fait la loi !

C'est un fait nouveau, un de plus, qui prouve que les monopoles qui dirigent l'Etat de la bourgeoisie, sont inquiets. Ils entendent s'appuyer de plus en plus sur leur police et LEUR justice pour tenter de mettre au pas toute opposition qui se manifeste contre leur régime d'exploitation. Les mesures de fascisation qui s'accumulent — telles celles toutes récentes, de la possibilité d'intervention arbitraire de la police dans le métro — ne sont pas destinées à rester lettre morte, mais à riposter au mouvement populaire qui monte pour tenter de l'endiguer, quitte, s'ils n'y parviennent pas autrement, à imposer, quand ils ne pourront plus faire autrement, leur pouvoir par un régime de dictature ouverte. Le récent discours de Pompidou sur la coordination des forces militaires et de police et la nécessité de troupes « disciplinées », en contenait la menace à peine voilée.

Mais la crise du capital s'approfondit sans cesse et la détermination des travailleurs à renverser son règne grandit chaque jour : c'est pourquoi notre volonté de lutte doit s'affermir : la révolution conjurera le fascisme.

AFFICHEZ H. R.

A bas les provocations U.S. en Corée !

L'extension de l'agression impérialiste U.S. ne se manifeste pas seulement en Indochine mais aussi en Corée.

Le peuple coréen fort de ses traditions de luttes victorieuses contre l'impérialisme, de ses succès dans l'édification du socialisme, s'est toujours gardé de la provocation, il n'a cessé un seul instant de travailler pour la paix et l'unification de la Corée.

Ce peuple, son Parti du Travail, son grand dirigeant Kim il Sung, ont le droit de manifester leur indignation et de prendre les peuples du monde à témoin.

Ils le font aujourd'hui.

Car depuis le début de cette année les provocations U.S. contre la République Populaire Démocratique de Corée se sont considérablement multipliées.

En voici quelques-unes :

— Des militaires U.S. et fantoches sud-coréens ont fait des manœuvres militaires importantes du 4 au 6 mars aux frontières de la R.P.D. de Corée.

— Ils ont réalisé, de plus, un exercice ayant pour but de vérifier la rapidité des transports des troupes U.S., des Etats-Unis en Corée en cas d'urgence.

— L'impérialisme U.S. prévoit de consacrer une somme d'à peu près 7,5 milliards de nouveaux francs au renforcement de l'armée fantoche sud-coréenne.

— Les militaires U.S. transportent actuellement en Corée du Sud une partie importante des chasseurs et avions de reconnaissance qui étaient basés au Japon.

— Une importante rencontre a huis clos de hauts responsables militaires U.S. et sud-coréens a eu lieu récemment.

Et en même temps les militaires japonais chiens de garde des U.S.A. :

— Concentrent leurs principales forces militaires dans la région Ouest du Japon pour effectuer des « manœuvres aéroportées » et des « opérations de débarquements » avec la Corée comme objectif supposé.

— Les militaristes nippons ont décidé d'envoyer cette année des officiers généraux et supérieurs en mission en Corée du Sud et ont prévu les moyens d'y amener des troupes.

Ces manœuvres provocatrices sont en fait les symptômes de la préparation d'une nouvelle agression contre la R.P.D. de Corée.

Que les requins impérialistes se souviennent des ignominieuses défaites qu'ils ont déjà subies en Corée !

De plus la R.P.D. de Corée, la R.P. de Chine, le Vietnam, le Laos et le Cambodge renforcent chaque jour leur solidarité militante face aux aventures militaires U.S.

Que les impérialistes américains et les militaristes japonais sachent qu'une « cause juste bénéficie toujours d'un large soutien, et qu'une cause injuste en trouve peu. »

En effet la colère des peuples du monde entier, telle une tempête ,soulèvera les masses de tous les pays si la R.P.D. de Corée est encore une fois agressée.

En cas d'agression, l'impérialisme américain s'isolera plus encore et rapprochera considérablement l'heure de son effondrement total.

PARIS :

Célébration du 1er anniversaire de la conférence au sommet des peuples indochinois

La mission du Front Uni National du Kampuchea en France, l'Union des Etudiants Lao en France et l'Union des Vietnamiens en France ont organisé le samedi 24 avril un meeting pour commémorer le 1er anniversaire de l'historique Conférence au Sommet des peuples indochinois. La grande salle de la Mutualité était comble. Sous la présidence de M. Ok Sakun, chef de la mission du FUNK et du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchea en France prirent successivement la parole : Mme Nguyen Thi Binh, ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam, M. Chau Seng, ministre chargé des missions spéciales du GRUNK, M. Kamphay Boupha membre du Comité permanent du Comité Central du Front Patriotique Lao et M. Xuan Thuy, ministre d'Etat de la République Démocratique du Vietnam. Les orateurs saluèrent les victoires remportées par leurs trois peuples sur les agresseurs américains ; ils soulignèrent l'importance politique de la conférence au Sommet tenue un an auparavant dans le renforcement de l'unité et de la lutte des trois peuples. Ils remercièrent également tous leurs amis qui popularisent et soutiennent leur lutte, en France et dans le monde. «L'Humanité» révisionniste a, dans son compte rendu, passé sous silence le passage du discours de M. Chau Seng, qui a rappelé aux gouvernements qui n'avaient pas encore reconnu le GRUNK, que Samdech Norodom Sihanouk et tous ses ministres unanimes étaient décidés à entretenir après la victoire des relations avec les gouvernements de différents pays sur la base du soutien et de la sympathie qu'ils leur auront apportée dans la lutte. Avis aux révisionnistes soviétiques qui gardent toujours une ambassade auprès de Lon Nol !

Séance plénière de la Conférence au sommet des oeuples indochinois d'avril 1970.

Les 3 000 participants au meeting eurent l'insigne honneur et la surprise de voir à la tribune le camarade Hoang Quoc Viet, membre du Comité Central du Parti des Travailleurs du Vietnam, M. Kamphay Boupha, déjà cité et un représentant du Bureau d'Information à Hanoï du Front Patriotique Lao. C'était la première fois qu'un dirigeant du F.P.L. venait témoigner en France sur la lutte de son peuple contre l'agression américaine.

Des messages ont été envoyés aux dirigeants des 4 parties des 3 peuples d'Indochine, ainsi qu'aux organisations américaines qui luttent contre la guerre d'agression.

La soirée s'est terminée par des chants et des danses, liant les traditions populaires à la lutte contre l'agression U.S. et qui ont illustré l'unité et la force des trois peuples.

PAKISTAN (Suite de la page 5)

rité frontalières indiennes ont été anéanties au Pakistan oriental) et par l'intermédiaire de la ligue Awami dont le dirigeant, Mujimur Rahman, n'a jamais caché ses sentiments de pro-impérialiste U.S. Dès 1966, juste après l'agression de l'Inde contre le Pakistan, il tentait de séparer le Pakistan oriental du Pakistan occidental. En 1968, il le tenta à nouveau avec l'appui de l'Inde.

A L'HEURE ACTUELLE, LA DEFENSE DE L'INTEGRITE TERRITORIALE DU PAKISTAN : LIGNE DE DEMARCATION ENTRE IMPERIALISME ET ANTI-IMPERIALISME

Dans « Les principes du léninisme », Staline déclarait : « *Il est des cas où les mouvements nationaux de certains pays opprimés entrent en conflit avec les intérêts du développement du mouvement prolétarien. Il va de soi que dans ces cas-là, on ne saurait parler de soutien. La question des droits des nations n'est pas une question isolée et se suffisant à elle-même ; c'est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne subordonnée à l'ensemble et demandant à être examinée du point de vue de l'ensemble. Dans les années 1840-50, Marx était pour le mouvement national des Polonais et des Hongrois et contre le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud. Pourquoi ? Parce que soutenir le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud signifiait alors soutenir indirectement le tsarisme russe, ennemi le plus dangereux du mouvement révolutionnaire en Europe* ».

A l'heure actuelle, soutenir le mouvement national au Pakistan oriental, c'est soutenir les réactionnaires indiens, agents de l'impérialisme U.S. et du social-impérialisme, c'est aller contre les intérêts du mouvement anti-impérialiste en Asie et dans le monde.

C'est pourquoi les marxistes-léninistes et les anti-impérialistes conséquents soutiennent l'intégrité territoriale du Pakistan face à l'impérialisme et au social-impérialisme.

André COLERE.

UNE LEÇON DE LA COMMUNE :

LA CLASSE OUVRIERE DOIT DIRIGER EN TOUT !

Le chemin qui mène à la Révolution est tortueux, semé d'obstacles et les faux pas à droite ou à gauche peuvent y être mortels.

Pour vaincre, il faut tirer la leçon des erreurs du passé. La Commune est grande par ce qu'elle apporta du nouveau aux travailleurs, mais elle l'est aussi jusque dans ses erreurs.

Celles-ci eurent une même origine : une méconnaissance de la barbarie et de l'hypocrisie de la bourgeoisie représentée par Thiers et par conséquent une mauvaise distinction des moyens à employer pour abattre les exploiteurs.

LES ENNEMIS DE LA COMMUNE AGISSENT LIBREMENT

Durant une longue période, la Commune laissa le champ libre à ses ennemis. Elle laissa les ministres bourgeois et les sabreurs quitter Paris pour rejoindre Versailles. Elle laissa les journaux bourgeois, tels « le Figaro », vomir leurs mensonges. Une manifestation d'environ mille spéculateurs, journalistes, courtisans de l'Empire a lieu aux cris de : « A bas le Comité ! A bas les assassins ! ». Ils tuent deux gardes nationaux mais ne seront que faiblement réprimés. Le « Journal officiel » fut laissé aux mains de la bourgeoisie jusqu'au 22 mars et enfin elle ne toucha pas aux coffres de la Banque de France convaincue par le gouverneur que c'était l'argent de la France.

De tels faits permirent aux Versaillais de conspirer à l'intérieur de Paris et de s'organiser à l'extérieur.

DES FUSILS TROP PEU UTILISES

Si le pouvoir de la Commune fut établi par les armes, il n'en est pas moins vrai qu'il succomba car elles ne furent pas assez utilisées.

Alors que l'armée de Versailles était encore peu nombreuse et désorganisée, le peuple en armes ne fut pas lancé à son assaut. Tout le temps lui fut laissé pour recevoir des renforts, de l'armement. Ce n'est que le 2 avril qu'une attaque fut prévue, mais mal préparée, elle échoua.

Le Mont-Valérien qui constituait une position clef pour la défense de Paris ne fut pas occupé, alors qu'il était abandonné par les Versaillais. Et c'est de là qu'ils bombardèrent le peuple de Paris.

C'est que les hommes de la Commune crurent durant longtemps que la guerre civile n'aurait pas lieu, comme le prouvent ces paroles de Charles Beslay qui présida la première réunion de la Commune : « La République de 93 était un soldat, qui pour combattre au dehors et au-dedans avait besoin de centraliser toutes les forces de la patrie ; la République de 1871 est un travailleur qui a surtout besoin de liberté pour féconder la paix ».

Alors que Versailles préparait la guerre civile et y soumettait tout, la Commune ne la mettait qu'au second plan. Elle préparait la paix.

UN RESPECT DE LA LEGALITE BOURGEOISE QUI SERVIT VERSAILLES

La Commune ne comprit pas qu'elle inaugurait une nouvelle légalité, la légalité prolétarienne aussi opposée à la légalité bourgeoise que le feu l'est à l'eau.

Elle rechercha vainement une reconnaissance « légale » de la part de Versailles et de ses alliés.

Son premier souci fut l'organisation d'élections ce qui permit à Versailles de gagner du temps pour regrouper une armée.

De longues discussions eurent lieu avec les maires et les députés, dans leur majorité hostiles à la Commune, pour qu'ils acceptent de convoquer les électeurs, car ils représentaient aux yeux du Comité Central « le pouvoir légal » bourgeois. Les maires refusent.

Jusqu'au 26 mars, le Comité Central discutera avec les maires. Et durant ce temps, Thiers armait ses mercenaires.

Les élections furent finalement fixées entre le 28 mars et le 3 avril. Les maires et Versailles préparaient toujours leur agression contre le peuple, mais celui-ci défila aux cris de « Plus de guerre civile ! Vive le travail ! Vive la paix ! ».

Parlant des élections, l'agent de Thiers, Sausset, dira : « C'est ce qu'il y avait de mieux à faire. »

Ces élections permirent à n'importe qui de s'y présenter, aucun critère de classe ne fut fixé, et des ennemis de la Commune furent élus qui devaient en démissionner par la suite pour y jeter le trouble.

Les élections une fois faites, on crut la guerre civile écartée. Puisque le peuple avait désigné librement ses représentants, que la Commune était « légale », les motifs de guerre civile semblaient écartés.

Mais c'était le pouvoir du peuple, et Versailles celui de la bourgeoisie ; les deux ne pouvaient cohabiter.

La Commune pensa plus à la réorganisation de l'Etat, du travail, qu'à la victoire militaire.

Elle crut pouvoir édifier une société au service du peuple et entre ses mains ; alors que le vieil ordre bourgeois n'était pas détruit.

Et tandis que la Commune supprimait la conscription et proclamait la séparation de l'Eglise et de l'Etat, Versailles attaquait Paris.

Journaux progressistes de l'époque.

AU CŒUR DES ILLUSIONS DE LA COMMUNE : LA LUTTE DE CLASSES

La Commune ce n'est pas une armée avançant d'un même pas. C'est une alliance de classes, et chacune y apporta ses idées, sa vision du monde.

Il y avait là la petite bourgeoisie qui en 1848 avait participé à l'écrasement de l'insurrection et qui maintenant apportait son soutien à la Commune, car elle avait décidé l'ajournement du paiement des traites et la remise à toujours du paiement des échéances. Il y avait aussi des bourgeois refusant la pourriture de leur classe ; et puis, il y avait surtout la classe ouvrière, encore peu nombreuse, manquant d'expérience et ne possédant pas l'arme indispensable : le parti prolétarien.

Les éléments de la bourgeoisie et la petite bourgeoisie formèrent la majorité aux postes de direction et ils leurs donnèrent leur marque. Il n'y avait que 25 ouvriers à la Commune. Les petits-bourgeois étaient imbus des idées d'humanité, de légalité, ils ne connaissaient pas la discipline sans laquelle échouent les révolutions. C'est ainsi que les généraux responsables de l'échec sanglant de la sortie du 3 avril, invoquèrent des « retards fâcheux » et ne furent même pas blâmés, que des aventuriers tels Crémer, eurent des postes de direction puis trahirent sans être châtiés.

Cette petite bourgeoisie était incapable de se soumettre à une discipline de fer. Ceci explique qu'elle ne sut pas donner à la lutte armée sa véritable importance, car pour la mener il fallait cette discipline.

C'est là aussi qu'il faut chercher une des raisons du double pouvoir du Comité Central et de la Commune. Le Comité Central ne se résigna jamais malgré ses déclarations à laisser le pouvoir à la Commune. Il voulait conserver tout pouvoir sur la garde nationale, la Commune étant réduite à un rôle administratif. Dans le camp de la bourgeoisie, il n'y avait qu'une direction. Celle de Thiers. A cela il faut ajouter un fort penchant de certains petits-bourgeois aux attaques personnelles, aux règlements de comptes, ce qui entrava le travail de la Commune.

C'est ainsi qu'alors que de vifs échanges de voix se produisaient à la Commune, Thiers se réjouissait du massacre du Moulin-Saquet.

Alors que les petits-bourgeois discutaient vivement, la classe ouvrière, elle, se battait sur les barricades.

Si la Commune fut le premier gouvernement ouvrier de l'histoire, et si c'est à ce titre que les travailleurs la célèbreront éternellement, il n'en est pas moins vrai que la présence en son sein d'éléments porteurs de l'idéologie petite-bourgeoisie, provoqua des contradictions à certains moments entre elle et les masses. C'est ainsi que le Comité Central protégea le journal « Le Figaro » au nom de la « liberté de la presse », alors que les masses voulaient mettre fin à l'ignominieuse carrière de ce professionnel du mensonge.

C'est ainsi encore que certains membres du Comité Central voulaient faire condamner officiellement l'exécution des généraux Lecomte et Thomas ; Thomas le sabreur de 1848, Lecomte qui donna à ses soldats l'ordre de tirer sur le peuple.

C'est encore sous la pression de la classe ouvrière, que la Commune se décida à lancer l'assaut contre Versailles, ce qui seul pouvait assurer sa victoire.

LA CLASSE OUVRIERE SEULE CLASSE REVOLUTIONNAIRE JUSQU'AU BOUT

Des erreurs de la Commune se détache cet enseignement. La classe ouvrière par l'intermédiaire de son parti doit diriger la lutte révolutionnaire des masses, car elle seule est capable de la mener à son terme.

L'idéologie révolutionnaire du prolétariat est seule en mesure de s'opposer à la bourgeoisie et à son Etat, car elle jouit de persévérance, d'enthousiasme, de discipline.

Pour que triomphe la révolution, il faut combattre la prétention de la petite bourgeoisie à diriger la lutte révolutionnaire, car elle est porteuse d'hésitations, d'un goût immodéré à la discussion, à la rêverie, toutes choses qui empêchent la marche en avant vers la révolution.

VIVE L'IDEOLOGIE REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT !

CLASSE OUVRIERE EN TETE, AVANÇONS SUR LA VOIE TRACEE PAR LE SANG DES COMMUNARDS !

André COLERE.

AUGUSTE BLANQUI
Un révolutionnaire des temps d'orage
par André MARTY
(L'exemplaire : **3 F**)

VIVE LE CENTENAIRE DE LA COMMUNE
(Un article de la presse chinoise et une émission de la radio albanaise consacrés à la Commune de Paris)
(L'exemplaire : **3 F**)

Frais de port en sus : 0,65 F par exemplaire

Par notre intermédiaire, aux

ÉDITIONS DU CENTENAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS
B.P. 120 - Paris 20e

Directeur de publication : F. MARTY Commission paritaire n° 47 291 des Papiers de Presse, distribution N.M.P.P. Imprimerie N.P.P. - Paris (20e) dépôt légal 2e trimestre